



**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GENERAL

Direction des relations avec
les collectivités locales

Arrêté n° 2020 – SG – 879 du 17 NOV. 2020

portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire sur le budget 2020
du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte

**Le Préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1612-16
- VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. Claude VO-DINH, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-608 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Claude VO-DINH, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU le courrier de la Caisse des dépôts en date du 27 février 2020, m'informant pour le compte de l'ATIACL, des impayés du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte ;

CONSIDÉRANT que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Mayotte,

ARRÊTE :

Article 1 : Il est mandaté sur le budget 2020 du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte au profit de la Caisse des dépôts pour le compte de l'ATIACL la somme de 739,11 € (sept cent trente neuf euros et onze centimes) correspondant à des contributions dues au titre des exercices 2017 et 2018 :

- 163,02 € résultant des contributions au titre de l'exercice 2017 correspondant aux échéances d'octobre et novembre
- 576,09 € résultant des contributions au titre de l'exercice 2018 correspondant à un écart entre la déclaration annuelle et les versements.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 67 du budget 2020 du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte

Article 3 : Un recours pourra être formé contre cet arrêté dans les deux mois suivant sa notification auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte, le président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte et le trésorier municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Mayotte,
- Monsieur le Trésorier municipal,
- la Caisse des dépôts,
- Monsieur le Directeur régional des finances publiques,
- Monsieur le Président de la Chambre régionale des comptes de Mayotte.

**Le Préfet,
délégué du Gouvernement**

Le préfet de Mayotte
pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Claude VO-DINH

